

# la Vérité

## ORGANE DE L'OPPOSITION COMMUNISTE

N° 9. — 8 Novembre 1929.

Hebdomadaire

Prix : 0 fr. 50

### Pour le 12<sup>e</sup> anniversaire d'Octobre



Célébration du premier anniversaire : 7 novembre 1918

Le douzième anniversaire d'Octobre trouve la République des Soviets dans une situation où les plus grands succès se combinent avec les difficultés les plus considérables, et les succès comme les difficultés s'accroissent simultanément. C'est le trait essentiel de la situation, c'est le grand problème.

L'industrie a fait et continue à faire des conquêtes prodigieuses si on les juge selon l'échelle capitaliste. L'agriculture, en ces dernières années, a progressé beaucoup plus lentement, mais son relèvement n'est pas douteux. Or, nous constatons en même temps un fait tout à fait paradoxal : il y a, sur le marché, une très sérieuse disette de marchandises qui, malgré les progrès de l'économie générale, se maintient d'année en année, atteignant, en certaines périodes, un degré de crise extrême. Les pro-

duits fabriqués les plus indispensables manquent malgré l'impétueuse progression de l'industrie. Et l'insuffisance des produits agricoles, bien que ce pays ait un caractère agricole prépondérant, se fait sentir à un point véritablement intolérable.

Que signifient ces contradictions ? Elles ont des causes de deux espèces.

Les causes essentielles résident dans la situation objective d'un pays économiquement arriéré qui s'est trouvé forcé le premier d'en venir à la dictature du prolétariat et à l'édification socialiste. Les causes de second ordre résident dans la fausse politique de la direction qui subit les influences de la petite bourgeoisie, qui poursuit une politique de circonstances, qui n'est pas capable de comprendre en temps voulu la situation et d'utiliser de la

manière la plus rationnelle les ressources économiques et politiques de la dictature.

L'Etat soviétique ne paie pas d'intérêts sur les dettes anciennes. Il n'a pas ou presque pas de tribut à payer aux nobles, aux banquiers, aux fabricants, etc. Ces deux circonstances et surtout la seconde constituent un fonds des plus considérables pour l'industrialisation du pays.

L'unification de l'industrie du transport dans les mains d'un seul et même entrepreneur qui est l'Etat-ouvrier, condition absolue d'une économie régie sur un plan, a ouvert des possibilités inépuisables pour une application rationnelle des forces et des moyens et, par conséquent, pour l'accélération de la croissance économique du pays.

(Voir la suite à la 4<sup>e</sup> page.)

## La semaine

### Un imprimeur unitaire condamné.

Pour avoir prêté ses presses à l'impression d'un tract communiste, Le Marrec, directeur de l'imprimerie de la Maison des Syndicats est condamné à deux ans de prison. Deux ans à l'ombre pour avoir exercé son métier d'imprimeur pour le compte de sa classe. La bourgeoisie et ses adjudants-juges entendent créer une atmosphère de terreur autour de l'action du communisme; ils frapperont durement et arbitrairement tout ce qui l'entoure. Les typographes ne sont là que pour imprimer, contre un salaire réduit, les feuilles de spoliation financière, les journaux nourris de subventions des Etats, des firmes et des polices et toute la presse qui assied ses rapines particulières sur l'oppression des classes travailleuses. C'est pour ce travail seul que les typos sont penchés toutes les nuits sur les machines.

Hier la justice chienne négligeait les imprimeurs des tracts révolutionnaires parce que leur caractère de simples exécutants professionnels semblait tout de même trop flagrant. Maintenant elle s'acharne même contre eux.

La tradition révolutionnaire nationale et internationale des imprimeurs clandestins est déjà trop forte pour que des jugements brutaux intimident les ouvriers de l'imprimerie. Ils se grouperont dans leurs syndicats unitaires pour la défense de leurs droits. Ils travailleront avec les camarades de l'opposition à l'élaboration d'un sérieux travail d'activité révolutionnaire, pour lequel ils pourront disposer de leurs forces au service du prolétariat.

### Elections aux prud'hommes.

Les élections aux juridictions mixtes n'intéressent que des couches restreintes de travailleurs. D'autant plus significatif est le succès des candidats unitaires : sur 16 sièges à pourvoir et pour 22 unitaires sortants contre 16 confédérés, le premier tour de scrutin ramène 22 unitaires contre 5 confédérés. De plus, 7 ballottages paraissent favorables aux unitaires et, dans les métaux, le succès unitaire s'annonce complet.

Le *Populaire* qui croit décidément ses lecteurs bêtes à manger du foin, claironne en première page que « les unitaires n'ont pu réunir la majorité des suffrages ». Batuts et contents, et attendant leur heure.

Ces résultats prouvent que l'attraction justifiée de la centrale révolutionnaire s'exerce toujours sur les travailleurs, même pour le choix de leurs représentants dans ces juridictions pâles. Mais pour que cette influence se fortifie, s'étende et porte ses conséquences profondes, à l'heure où un flottement se produit dans la pensée des syndiqués, une saine politique syndicale est nécessaire.

### Un ministère d'aventure et de paravent.

La crise aboutit à un ministère Tardieu. L'offre du pouvoir aux partis de gauche fut sabotée de toutes les façons. Les partis de gauche ne montrèrent que leur faiblesse et leur indécision. La base solide, sociale et politique, leur fait défaut pour s'affirmer. Ce n'est pas la crise, en laissant glisser à leurs mains le pouvoir, qui pouvait la leur donner. Le gouvernement revient aux droites. Mais les droites restent prisonnières de leurs contradictions. La droite chauvine, hostile à la politique-tocarnienne, se trouve aliée aux prolétaires de cette politique. Cela se traduira-t-il simplement par le freinage et le demi-sabotage de la politique d'évacuation du Rhin, d'Etats-Unis d'Europe, etc. ? Parallèlement à ce résultat, le succès de la demande de plébiscite nationaliste en Allemagne va peser aussi sur la politique de tractation et d'entente des impérialismes occidentaux. Et cela n'est pas pour arranger les affaires de la vieille Europe ou du capital français.

Tardieu a mis sur pied un ministère in-

terminable composé de comparses et d'hommes de paille. La bourgeoisie attendait du faux technicien moderne plus d'éclat. Mais ce ministère aura-t-il la vie longue ?

Par sa composition, il est désigné pour servir très directement tous les besoins de la grande bourgeoisie.

### Une générosité qui ne perd pas le nord.

Le journaliste de Waleffe, l'homme qui manage l'exploitation des plus belles femmes de partout, s'élève — dans *Paris-Midi* — contre les brutalités de la police, mises à l'ordre du jour par l'affaire Almazian, mais il sait distinguer entre les services exercés contre les inculpés de simple droit commun et les assommades de manifestants :

*Il ne s'agit pas ici du passage à tabac, qu'un voyou arrêté dans une émeute peut subir de gardiens exaspérés rendant brutalités pour brutalités. La terreur d'un châtiment instantané peut être plus efficace que les sanctions lointaines pour intimider certaines brutes.*

La clémence de M. de Waleffe s'arrête à ses justes limites de classe ; contre les ouvriers communistes tout est bon, n'est-ce pas ?

### Dans l'opposition

#### Une manœuvre d'Urbahns à propos de la déclaration de Racovsky

Le camarade Markin a envoyé à la rédaction de la *Fahne des Kommunisten*, organe hebdomadaire du Leninbund, la lettre suivante :

*Dans le numéro 38 de die Fahne des Kommunisten, sous le titre « Une voix de l'U.R.S.S. » est publiée une lettre du camarade N., qui soumet à la critique quelques passages de la déclaration de Racovsky et autres. La rédaction de die Fahne présente cette lettre comme émanant de son correspondant, c'est-à-dire comme si ce camarade se plaignait de Racovsky à Urbahns et comme si sa signature : « Avec mes meilleurs saluts, votre N. » s'adressait bien à la rédaction de die Fahne. Tout cela du commencement à la fin est calculé pour tromper le lecteur. En fait, la lettre de N. est destinée au Bulletin de l'opposition bolchevik-léniniste (russe).*

*Tout en indiquant les imperfections de la déclaration, provoquées pour la plupart exclusivement par les difficultés de l'élaboration d'un texte collectif par des dizaines de colonies de déportés séparés, l'auteur de la lettre, le camarade N., non seulement a signé la déclaration, mais il blâme même le petit groupe de déportés (40 à 50) qui ne l'ont pas signée. Les critiques du camarade N. coïncident avec celles que contient la lettre ouverte du camarade Trotsky, qui, comme on le sait, a également signé la déclaration, car indiquer les imperfections d'un texte est une chose, et autre chose saboter une action politique collective.*

*La lettre du camarade N. a été envoyée par nous, c'est-à-dire par la rédaction du Bulletin de l'opposition russe, à tous les journaux oppositionnels afin de donner à l'opposition internationale une idée plus nette des diverses nuances de l'opposition russe. Mais le camarade Urbahns a soigneusement caché d'où et dans quelles conditions il avait reçu cette lettre et a laissé entendre que si le camarade N. critique la déclaration de l'opposition russe, c'est en accord avec sa position. Au contraire, nous avons déjà reçu une dizaine de lettres, du camarade N. et d'autres camarades, où se manifeste, en bonne place, leur colère contre la politique d'Urbahns, qui, sur les questions les plus importantes, prend une position telle que les stalinien peuvent dans leur presse attribuer, de mauvaise foi, à l'opposition russe.*

*On doit le dire ouvertement : Rien n'a causé tant de mal et n'en cause encore à l'opposition russe que les citations des articles irresponsables d'Urbahns.*

Salut oppositionnel.

Pour, et par ordre de la rédaction du Bulletin de l'opposition bolchevik-léniniste du P.C. de l'U.R.S.S.

N. MARKIN.  
Paris 31 octobre 1939.

## L'opposition française Vue de Moscou...

Molotov, bras droit de Staline, dirige maintenant l'Exécutif de l'I.C. Il vient de prononcer un discours sur le parti français dont *l'Humanité* nous a donné quelques extraits. Voici les appréciations générales qu'il donne de notre parti : « Le P.C. de France est une des meilleures sections de l'I.C. L'activité de notre parti français parmi les ouvriers enregistre des succès de plus en plus grands. »

Dans le discours de Molotov il y a encore une révélation sensationnelle pour nous. En effet, nous lisons : « Du rapport se dégage clairement que nos camarades de France accordent une grande attention à la lutte contre les groupes trotskystes et contre leurs organes de presse. Dans ce cas concret, il existe même le danger que l'attention soit déviée de questions importantes et portée sur des questions de dixième plan. Vous savez que les quelques douzaines de trotskystes en France sont divisés en plusieurs groupes... Du point de vue idéologique tous ces groupes sont des quantités négligeables et n'ont aucune racine dans les masses ouvrières. De plus, les trotskystes ne sont en fin de compte qu'une nuance du social-réformisme. »

Tous les camarades français comprendront que ce sont là des déclarations faulaisistes. La direction du parti n'a lutté contre l'opposition communiste que par les exclusions, le bâillonnement et le silence. En réalité elle n'a voulu lui accorder aucune attention sérieuse. Maintenant seulement, sous la pression des ouvriers, et grâce aux efforts plus accentués de l'opposition, le parti est obligé d'accorder quelque attention à ses opinions.

L'opposition est l'alle véritablement communiste de l'Internationale, et son action a précisément pour but d'empêcher la chute du parti dans le social-réformisme, ou dans le sectarisme. La crise du parti pousse des camarades de plus en plus nombreux vers l'opposition. Mais le parti est aujourd'hui presque vide. C'est pourquoi nous nous adressons aux camarades qui sont dans le parti et à ceux qui sont en dehors. Nous leur disons : unissons nos efforts, clarifions, précisons nos idées, renforçons notre journal, et cela nous mènera à renforcer le communisme.

### ...et de Paris

Dans la *Vie Ouvrière* de mercredi, Brécot consacre un éditorial à l'anniversaire de la Révolution russe, entièrement dirigé contre la Ligue Syndicaliste et contre la *Vérité*. Que va dire Molotov qui trouve qu'on s'occupe déjà trop des « trotskystes » en France ?

L'article de Brécot est parfaitement mensonger. Il écrit que Trotsky « saute par-dessus les événements de Mandchourie ». Mais il sait bien que Trotsky a publié un article sur ce sujet dans le 1<sup>er</sup> numéro de la *Vérité* et une brochure entière : *La défense de l'U.R.S.S. et l'opposition*. Tous les lecteurs, de plus en plus nombreux, de la *Vérité* le savent, et Brécot ne parviendra pas à déformer à leurs yeux cette vérité : l'opposition internationale lutte pour la défense de l'U.R.S.S. et le maintien de la dictature prolétarienne en U.R.S.S.

Ensuite Brécot impute à Trotsky un extrait de la critique que nous avons faite du discours de Vassart dans le précédent numéro de la *Vérité*. Brécot ne trouve pas un argument pour répondre à notre critique de « l'immence » du danger de guerre.

Nous le répétons : Aujourd'hui, la bourgeoisie internationale n'ose pas engager une guerre parce qu'elle craint la réaction du prolétariat qu'elle veut brimer encore plus ; ensuite elle préfère à l'égard de l'U.R.S.S. une tactique de temporisation, combinant les offensives économiques et les menaces avec les ententes et traités commerciaux ; elle encourage l'individualisme paysan, et espère qu'un Thermidor lui économiserait une guerre extérieure. Voilà ce que nous avons dit en écrivant : « ...il est certain que la crainte des réactions ouvrières, l'espérance de voir l'U.R.S.S. glisser définitivement sur de nouvelles positions de classe, font patienter et réfléchir la bourgeoisie. » Et c'est à ce propos que Brécot parle de « traits communs qui unissent le trotskysme à la bourgeoisie » !

Il y a beau temps que la V. O. a cessé de donner des arguments ; les déformations et les calomnies lui suffisent. Mais elles n'empêcheront pas que les camarades se tournent de plus en plus nombreux vers l'opposition qui veut la véritable régénération du communisme, pour le salut de l'U.R.S.S. et la victoire prolétarienne internationale.

# LES BOLCHÉVIKS ABOLISSENT LE DIMANCHE !

A propos de l'année de production ininterrompue en U.R.S.S.

Moscou, octobre 1929

La presse social-démocrate a trouvé un nouveau motif pour ses lamentations venimeuses : les bolchéviks abolissent le dimanche ! C'est ainsi qu'ils formulent démagogiquement, le passage à la production ininterrompue en U.R.S.S. En ce cas, comme toujours, ils empruntent leurs formules aux forces les plus sombres du monde capitaliste : les prêtres, les antisémites, les propriétaires, croyants et conservateurs. En misant sur les préjugés des couches les plus arriérées de la classe ouvrière, ils espèrent accumuler un capital politique. Mais cela leur réussira aussi peu que l'exploitation, en son temps, par Kautsky, des commérages sur la « socialisation des femmes » en Russie. Les ouvriers conscients leur répondront par un mépris mérité.

Le principe d'une production ininterrompue, principe rompant avec la vieille tradition du « septième jour de repos » n'est pas nouveau. Il est dicté par tout le développement des forces productives, l'accélération du rythme et la complication du processus de production et de toute la vie de la société contemporaine. Les bolchéviks ne l'ont pas inventé, de même qu'ils n'ont pas supprimé le dimanche. Les chemins de fer, la poste, le télégraphe, les tramways, etc., même dans le monde capitaliste, ignorent le dimanche.

D'autre part, toutes les tentatives faites pour construire mentalement une société socialiste, depuis les vieux utopistes anglais et français jusqu'au marxiste russe Bogdanov, sont toujours déduites du principe d'une production ininterrompue. C'est là notre principe, le principe du socialisme.

C'est pourquoi, en accord avec nos principes, nous ne pouvons que saluer le passage de l'industrie soviétique à la production ininterrompue comme un nouveau pas sur la voie de la réalisation pratique des principes socialistes. Mais c'est avant tout parce que ce passage, par sa signification même, dépasse de loin les limites d'une mesure d'organisation technique du travail industriel, qu'il mérite une grande attention tant de la part de ses organisateurs que de celle de la masse prolétarienne.

Larine, le décoratif crieur public du passage à la production ininterrompue, pose ce problème sous l'angle de l'accroissement de la production et de la diminution du chômage. C'est sous cet angle principalement que fut élaboré ce plan, dans toutes sortes de services bureaucratiques. Mais justement, de ce point de vue, dans la première période (qui ne se compte pas encore par des mois) de la production ininterrompue, nous ne pouvons avoir que de modestes espoirs. La nécessité d'une répartition des forces ouvrières qualifiées, (y compris les ingénieurs et les administrateurs), de constituer des équipes de relève, d'accroître la capacité de travail des transports, d'accélérer le rythme du travail dans les transformations et l'entretien de l'appareil de production etc., représente dans la situation de la réalité soviétique un problème pratique si complexe qu'il faut d'avance compter avec toute une série d'insuccès, pouvant provoquer à l'improviste des empêchements, des retards etc. En outre, il ne faut pas perdre de vue qu'une grande partie de l'appareil de production de la République soviétique est très usé. L'accentuation de son surmenage précipitera sa « maladie » technique et sa « mort ». Du point de vue du résultat productif nous avons ici un cas concret de la « loi d'or de la mécanique » (ce qui se gagne en vitesse se perd en force). Dans tous les cas, le fait de compter sur l'augmentation de 20 p. cent de la production, sortie brusquement du cerveau de Larine, ralentira le rythme du capital de construction et ne se réalisera pas. La crainte de telles expériences manifestée par la droite est pleinement justifiée. Contre cela on doit mettre en garde avec toute la netteté désirable.

Mais si la direction officielle surestime totalement les effets productifs de la pro-

duction ininterrompue (nous soulignons dans la première période), elle sous-estime encore plus la signification de ce pas comme révolution culturelle.

Le passage à la production ininterrompue représente un grand acte dans la révolution culturelle, et comme tel exige toute une série de mesures complémentaires. Sans cela il est voué à l'échec.

Seuls des bureaucrates incroyables peuvent penser qu'il est possible, uniquement par des graphiques, de régler les changements d'équipes, réservant à chaque ouvrier et employé le cinquième jour comme jour de repos, et que le problème est ainsi résolu. En réalité le problème ne fait ici que commencer. L'année de travail ininterrompue pour les quatre cinquièmes de la population citadine n'est qu'une face du problème. L'autre face est l'année ininterrompue de repos pour la relève d'un cinquième des travailleurs citadins. Organiser cette année de repos ininterrompue, l'organiser intelligemment, réduire, réadapter les ouvriers à ce nouveau régime, c'est là l'authentique révolution culturelle dont l'accomplissement est dicté par le passage à la production ininterrompue. Là il n'est pas d'arbitraire dans le rythme de son accomplissement. Le rythme de la révolution culturelle est calqué sur le rythme du passage à la production ininterrompue.

Le passage à la production ininterrompue rompt le genre de vie routinier de l'ouvrier. Il n'y a plus de dimanche où tous se reposent, et lui, et sa femme, et ses enfants et ses camarades, toute la ville travailleuse est pleine de l'insouciance dominicale. Maintenant tout est changé, tout est réparti selon les graphiques. On apprend à anéantir le désordre antérieur. Là se cachent de très grands dangers. Pour les dominer, il faut refondre entièrement tout le travail des organisations et institutions publiques. Tout, à commencer par les bibliothèques, les salles de lectures, les clubs, les restaurants, en finissant par les théâtres, les cinémas, les clubs sportifs, tout doit être adapté de façon à satisfaire et à récréer d'une manière intelligente un cinquième de la ville ouvrière. Or, la presse soviétique et la direction du parti consacrent fort peu d'attention à cette face du problème.

Dans une société divisée en classes — et la société soviétique en est une — tous les problèmes y compris les problèmes culturels apparaissent en même temps comme le problème de la lutte de classes. « Chaque jour est un dimanche pour un cinquième des travailleurs » dira le prolétariat et de là il déduira la nécessité qu'il y a pour lui de réorganiser le travail dans les organisations de classe, à améliorer sa situation matérielle, son habitation, etc... Car uniquement ceci peut donner un contenu réel à la formule du « dimanche ».

« Il n'y a plus de dimanche », assureraient le spécialiste bourgeois suffisant, le bureaucrate rétrograde, le membre de l'appareil qui prend ses aises. Les classes intéressées seulement à la croissance de la production (par le prix) à la prolongation des vacances, aux félicitations de l'autorité supérieure, satisfaites du « pouvoir autoritaire » reçu, pèseront sur le prolétariat tentant de faire de lui un simple appendice du travail ininterrompu.

« Il n'y a plus de dimanche », criera méchamment le koulak, appuyé par le pope excitant les paysans pauvres contre les ouvriers citadins et par là même accentuant le fossé culturel existant entre la ville et le village.

« Il n'y a plus de dimanche », les « youpins » l'ont supprimé » chuchotera haineusement le contre-révolutionnaire citadin antisémite excitant la couche d'ouvriers retardataires arrivés depuis peu des villages contre la classe, le parti, le pouvoir soviétique.

Tous les ennemis du prolétariat trouveront là une formule simple pour leur agitation contre-révolutionnaire : il n'y a plus de dimanche ; donnez un dimanche !

Dans ces conditions, seule une activité maximum du prolétariat, peut assurer la classe ouvrière dans sa ligne de reconstruction du processus de production. La base du succès réside dans le travail de classe du parti et des syndicats et pour cela, il faut aujourd'hui plus que jamais la réalisation sur une base léniniste de l'unité du parti et la création d'un régime véritable de démocratie prolétarienne.

L'histoire pose de nouveau un dilemme ou cette avance sera réalisée et la nation soviétique surmontant ses difficultés sera sur la voie de la réalisation de la culture socialiste ; ou les forces ennemies du prolétariat profiteront de ses fautes et de sa passivité pour transformer l'année de production ininterrompue en une série de jours de semaine avec toutes leurs pénibles conséquences.

Le passage à la production ininterrompue, rompant avec l'antique division du temps, construisant une nouvelle unité de temps, est un nouveau passage du Rubicon.

Il y a près d'un siècle et demi, l'envol tumultueux de la Révolution française voulut d'un coup couper les fils qui retenaient la société révolutionnaire au vieux moule conservateur. La Révolution substitua une nouvelle dénomination des mois à l'ancienne. Force fut de ne pouvoir faire plus. Dans la mémoire du prolétariat révolutionnaire toute cette époque s'est inscrite par deux dates qui doivent être des avertissements : 9 Thermidor et 18 Brumaire.

Le devoir principal et fondamental de l'opposition léniniste consiste à empêcher la répétition de ces deux dates historiques, et à faire de la nouvelle division du temps dans la République soviétique une nouvelle étape victorieuse de la lutte du prolétariat pour sa libération. — I. G.

## Journaux et revues

### L'Europe sonne le tocsin.

La Revue des Vivants consacre son dernier numéro à l'étude de l'impérialisme américain. Compeyrol analyse le caractère spécial des vastes investissements de capital américain en Europe. Ils ont détrôné de très loin en importance le chiffre des investissements à l'étranger de capitaux européens (« cinq fois le chiffre des placements étrangers sur le marché français avant la guerre, presque trois fois le chiffre des placements étrangers à Londres en 1913 et probablement supérieur à la valeur du capital que fournissait l'ensemble des marchés européens au reste du monde au moment où ces marchés se trouvaient à l'apogée de leur puissance »).

De plus les capitaux européens étaient destinés avant la guerre à couvrir les achats des pays neufs auprès des producteurs des nations préteuses, alors que le capital américain — loin de constituer un prêt commercial — est employé à l'achat en Europe des moyens de production et des entreprises de production essentielles. A la conquête des débouchés, s'ajoute l'annexion de la plus-value et l'éviction de la bourgeoisie européenne des sources de richesses indigènes :

« Ne sommes-nous pas menacés d'une vaste tentative d'accaparement et de dépossession qui, des matières premières, s'étendrait sur les moyens de production, au profit des financiers américains ? »

Balbutiements d'une classe qui se refuse à concrétiser dans des données précises des notions qu'elle ne peut ignorer. La bourgeoisie appréhende les vérités du marxisme sans pouvoir ni vouloir les coordonner.

D'autre part les divisions d'intérêt des bourgeoisies d'Europe selon les groupes financiers, les branches de production et les nations, les empêcheront de prendre assez tôt une conscience efficace du péril. L'Europe sonne le tocsin. Qui sonnera le glas ?

(Suite de la 1<sup>re</sup> page)

Tel est l'actif formidable de la Révolution d'Octobre. Le passif, qui ne provient pas de la Révolution elle-même mais des conditions dans lesquelles elle s'est accomplie, est celui-ci : le niveau peu élevé du développement capitaliste de la Russie tsariste ; la dispersion d'une économie paysanne extrêmement arriérée ; le peu de culture des masses populaires ; enfin, l'isolement dans lequel s'est trouvée la République des Soviets, cernée par un monde capitaliste puissant et infiniment plus riche.

La nécessité de dépenser annuellement des centaines de millions pour l'entretien de l'armée et de la flotte est le résultat le plus immédiat et le plus évident de l'encerclement hostile du monde capitaliste.

Autre conséquence : le monopole du commerce extérieur, qui s'impose tout aussi impérieusement que l'armée et la flotte à la République des Soviets. L'abolition ou même seulement l'affaiblissement du monopole du commerce extérieur (Staline tenta d'y parvenir sous l'influence de Sokolnikov à la fin de 1922) marquerait non seulement un retour de la Russie dans la voie du capitalisme, mais la réduction de ce pays à l'état de semi-colonie.

Mais il ne faut pas oublier que le monopole du commerce extérieur exclut automatiquement la Russie de cette division internationale du travail sur la base de laquelle s'est accomplie son évolution capitaliste. La conséquence immédiate a été, alors que l'économie générale s'accroissait, une extrême réduction du commerce extérieur. La rapide croissance des ressources employées à l'industrialisation est donc provoquée, à un degré sensible, par la nécessité pour la République des Soviets de produire tout ce que la Russie bourgeoise recevait de l'étranger à des conditions bien plus avantageuses. Si le régime socialiste existait dans d'autres pays, le monopole du commerce extérieur ne serait, bien entendu, pas nécessaire, et l'U.R.S.S. recevrait les produits qui lui manquent des pays plus évolués à des conditions incomparablement plus avantageuses que celles qui lui étaient faites quand elle était une Russie bourgeoise. Mais, dans la situation actuelle le monopole du commerce extérieur, absolument indispensable pour protéger les bases socialistes de l'économie, exige que de formidables investissements soient faits dans l'industrie tout simplement pour défendre le pays. De là, le pourcentage général de l'accroissement de l'industrie étant très grand, une insuffisance chronique des produits fabriqués.

L'économie paysanne, très dispersée, par une tradition du passé, l'est devenue encore plus à la suite de la Révolution d'Octobre, dans la mesure où il a fallu d'abord une révolution agraire démocratique.

La dispersion des entreprises agricoles aurait créé de sérieuses difficultés pour la transformation socialiste de l'économie rurale en Russie, même dans le cas où le prolétariat aurait été au pouvoir dans des pays plus avancés. Ces difficultés sont beaucoup plus considéra-



Samedi communiste : 1<sup>er</sup> Mai 1920

bles maintenant que le pays de la Révolution d'Octobre est tout entier livré à lui-même. Cependant, le rythme extrêmement lent de la transformation socialiste de l'économie villageoise amène un morcellement plus poussé des entreprises paysannes et est cause, par suite, d'un renforcement de leurs facultés de consommation. C'est une des causes pour lesquelles les produits agricoles viennent à manquer.

Le coût élevé des produits de l'industrie n'a pas une moindre signification. C'est à ce prix que l'industrie doit payer son passage d'une technique arriérée à une technique plus haute, et elle doit en même temps assurer sans cesse de nouveaux investissements dans des branches industrielles qui sont devenues indispensables par suite du régime du monopole du commerce extérieur. En d'autres termes : le village paie un lourd tribut à l'industrie socialiste.

La classe paysanne fait une distinction sérieuse entre la révolution agraire démocratique accomplie pour les bolchéviks et les bases qu'ils ont jetées d'une révolution socialiste. Les terres de l'Etat et des propriétaires sont au pouvoir des paysans ; c'est une révolution démocratique qui a valu à ces derniers, en les délivrant de la nécessité du fermage, environ un demi-milliard de roubles. Mais les paysans paient, par suite de l'écartement des prix (« les ciseaux »), une somme beaucoup plus forte qui s'inscrit au profit de l'industrie d'Etat. Ainsi, le bilan des deux révolutions, de la révolution démocratique et de la révolution prolétarienne, unies en octobre, s'établit pour la classe paysanne, encore maintenant, à un moins qu'on peut évaluer à plusieurs centaines de millions

de roubles. C'est là le fait incontestable et le plus important pour qui veut apprécier non seulement la situation économique, mais la situation politique du pays. Ce fait doit être envisagé nettement. Il provient au fond des rapports tendus qui existent entre la classe paysanne et le gouvernement des Soviets.

La croissance ralentie de l'économie rurale, la dispersion persistante de ses moyens, les « ciseaux » des prix agricoles et des prix industriels, en un mot les difficultés économiques que l'on ressent au village, favorisent la croissance du pouvoir des *koulaks* et la progression de leur influence dans les campagnes, hors de proportion avec le nombre de ces *koulaks* et les ressources matérielles dont ils disposent. Les excédents de céréales qui appartiennent surtout aux couches supérieures leur permettent d'asservir les pauvres, de spéculer dans la vente faite aux éléments petits-bourgeois des villes et, ainsi, ces excédents sont exclus du commerce général de l'Etat. Les céréales manquent non seulement pour l'exportation mais pour les besoins de l'intérieur. L'exportation étant extrêmement réduite, on est dans la nécessité non seulement de renoncer à l'importation de produits fabriqués, mais de limiter au dernier degré l'importation des machines et des matières premières industrielles, et il faut alors payer le moindre progrès de l'industrialisation par une extrême tension des ressources économiques.

Ainsi s'explique, essentiellement, pourquoi, avec un redressement de l'économie et une croissance très rapide de l'industrialisation, la République des Soviets ne sort pas du régime de « la queue » (1), régime qui constitue l'argument le plus vif contre la théorie du socialisme dans un seul pays.

Mais « la queue » est aussi un argument contre les pratiques officielles en économie. Ici, nous passons des causes objectives à des causes subjectives, c'est-à-dire, avant tout, à la politique de la direction. Il est hors de doute qu'une direction, même des plus justes et des plus perspicaces, ne pourrait pas amener l'U.R.S.S. à une édification du socialisme dans les cadres nationaux, s'ils restent fermés à l'économie mondiale par le monopole du commerce extérieur. Si la révolution prolétarienne dans les pays capitalistes avancés était reculée de quelques dizaines d'années, la dictature du prolétariat dans la République des Soviets tomberait fatalement, succombant sous les contradictions économiques, dans leur forme pure, ou par suite d'une intervention militaire. Dans le langage de la politique, cela signifie que le sort de la République des Soviets, dans les conditions générales que nous avons caractérisées ci-dessus, est déterminé tant par la direction économique intérieure que par la direction donnée à la lutte révolutionnaire du prolétariat international. Et, en fin de compte, c'est



Communistes mobilisés en route pour leurs postes de propagande

(1) On fait en ce moment « la queue » pour obtenir dans les magasins des objets et produits de première nécessité et notamment du pain.

précisément ce dernier facteur qui doit tout résoudre.

Une juste direction économique en U.R.S.S., c'est l'utilisation des ressources et des possibilités au moyen desquelles le progrès socialiste s'accompagne d'une véritable et sensible amélioration de la situation des masses laborieuses. Il ne s'agit pas du tout, pratiquement, en ce moment, de « dépasser » toute l'économie mondiale — tâche qui serait fantastique — mais de consolider les bases industrielles de la dictature prolétarienne et d'améliorer la situation des travailleurs, en fortifiant le premier principe politique de la dictature, c'est-à-dire l'alliance du prolétariat avec les paysans qui n'exploitent personne.

Une juste politique en U.R.S.S. doit faire durer autant que possible la dictature dans les conditions d'isolement où le pays se trouve. Une juste politique de l'Internationale communiste doit, autant que possible, rapprocher la victoire du prolétariat dans les pays avancés. A un certain point ces deux lignes doivent se confondre. C'est seulement à cette condition que le régime soviétiste actuel, plein de contradictions, aura la possibilité, sans aucun Thermidor, sans contre-révolutions, sans nouvelles révolutions, de se développer en société socialiste sur une base qui ira s'élargissant, qui, finalement, doit s'étendre à tout le globe.

Le temps, qui est un des facteurs les plus importants de la politique en général, a un caractère décisif quand il s'agit du sort de l'U.R.S.S. Or, la direction actuelle, depuis 1923, a tout fait pour laisser passer le temps sans en tirer profit. Les années 1923, 1924 et 1925 ont été consacrées à la lutte contre ce que l'on appelait la « super-industrialisation » : l'on entendait par là une revendication de l'opposition tendant à accélérer l'évolution industrielle; ces années ont été employées à lutter contre le principe d'un plan général et contre les prévisions économiques. Si l'industrialisation s'accrut alors plus vite, c'était par des moyens empiriques, par des à-coups, par des méthodes brutales qui brisaient tout en cours de route, et les dépenses de l'édification en ont été aug-

mentées, la situation des masses laborieuses en est devenue plus pénible.

Il y a six ans que l'oppositon réclamait l'élaboration d'un plan quinquennal. Cette revendication fut alors accueillie par des railleries, tout à fait dans l'esprit d'un petit patron qui redoute d'envisager de grands problèmes et de larges perspectives. C'est ce que nous appelions du *menchévisme en économie*. En avril 1927, Staline affirmait, par exemple, que la station hydro-électrique du Dniéper était aussi peu nécessaire au pays qu'un phonographe à un moujik et en même temps, il niait absolument que le rythme de notre révolution économique dépendit de l'évolution mondiale.

Le plan quinquennal est venu avec un retard de cinq ans. Les erreurs, les transformations et les corrections des dernières années se sont faites sans aucun plan général, et c'est pour cette seule raison qu'elles n'ont pas appris grand-chose à la direction. On ne saurait omettre ici de dire que la première esquisse du plan quinquennal, faite en 1927, était tout entière pénétrée de l'esprit le plus mesquin du minimalisme, d'une grande timidité économique. Ce projet fut impitoyablement critiqué dans la plate-forme de l'opposition. C'est seulement sous l'action de notre critique, qui répondait aux plus vifs besoins du développement économique, que le plan quinquennal fut refait



Detachment de communistes pour le front polonais. Mai 1920



Le 1<sup>er</sup> mai 1918 à Moscou

d'un bout à l'autre dans le courant de l'année.

Tous les motifs invoqués contre la « super-industrialisation » furent soudain rejetés. L'appareil qui avait travaillé plusieurs années dans l'esprit du menchévisme économique reçut l'ordre de considérer comme hérésie tout ce qui, la veille encore, avait été considéré comme écriture sainte et, par contre, de transformer en chiffres officiels les hérésies qui, la veille encore, s'appelaient du « trotskysme ». L'appareil — communistes et spécialistes — n'y était pas du tout préparé : il avait été éduqué dans un sens tout différent. Les premières tentatives de résistance ou les timides réclamations furent impitoyablement châtiées. Et comment faire autrement ? Admettre des explications, c'était découvrir que la direction avait fait idéologiquement faillite, ayant perdu tous les principes de sa théorie. L'appareil, cette fois encore, se soumit en silence. On attribua à celui qui dirigeait l'élaboration du plan cette formule : « Mieux vaut tenir debout pour un rapide développement que de *coucher* (en prison) pour un développement moins rapide. » (1)

Si le nouveau plan a été élaboré sous les coups de bâton, il n'est pas difficile de se représenter quelle résistance il rencontrera, quand il s'agira de l'appliquer, du côté de cet appareil dont les neuf dixièmes sont plus à droite que la droite officielle. L'aile gauche, sur la plateforme de laquelle du « copié les idées essentielles du nouveau plan quinquennal, reste toujours sous la grève des répressions et des calomnies. L'appareil vit dans l'attente de nouveaux changements et volte-face, ne se décidant même pas à appeler à son secours l'union des paysans pauvres. Le parti est placé chaque fois devant le fait accompli. L'appareil n'a pas confiance en lui et le redoute. Dans ces conditions, personne ne voit dans le nouveau plan quinquennal l'expression d'un cours à gauche médité et plus ou moins assuré. Personne, si ce n'est les capitulaires.

Il faut en dire autant de la politique de l'Internationale communiste. De l'alliance avec Tchang-Kai-Shek, de la théorie du « bloc des quatre classes », du mot d'ordre des partis ouvriers-paysans, de la collaboration amicale avec le Conseil général des trade-unions britanniques, qui a déraciné la grève générale, l'Internationale communiste en est arrivée en vingt-quatre heures au mot d'ordre : pas d'accords avec les réformistes, lutte contre le social-pacifisme pour la possession de la rue. Le nouvel angle aigu de ce zigzag est établi sur la théorie de la « troisième période » que l'on dirait spécialement faite pour répandre des illusions, pour pousser aux aventures et pour préparer une nouvelle évolution, comme d'habitude, vers la droite.

Le douzième anniversaire de la Révolution d'Octobre survient ainsi au moment où la République des Soviets et l'Internationale sont dans les plus grandes difficultés et contradictions qui démontrent, par la méthode du contraire, la justesse de la théorie marxiste de la révolution socialiste. Avec Lénine, nous sommes entrés dans la Révolution d'Octobre, profondément persuadés que la révolution en Russie ne pouvait avoir un caractère parachevé et indépendant des autres pays. Nous estimions que cette révolution ne pouvait être que le premier chaînon de la révolution mondiale et que le sort de ce chaînon dépendrait des destinées de toute la chaîne. Nous restons actuellement sur cette position. Les progrès de l'édification socialiste grandissent avec ses contradictions, et les progrès seraient fatalement absorbés par les contradictions si la République des Soviets n'était soutenue, plus tard, par les succès d'une révolution internationale.

Les exclusions du parti et les rigoureuses persécutions exercées contre l'aile révolutionnaire dans la République des Soviets sont l'expression politique des contradictions d'une révolution prolétarienne isolée dans un pays arriéré. Si paradoxal que soit le fait que des Bessedovsky — et ils sont sans nombre — sont les premiers à exclure des Racovsky, et qu'à la première occasion, ils passent aux blancs, le fait n'en est pas moins logique.

Spinoza disait : « Ne pas rire, ne pas pleurer, mais comprendre. » Comprendre, afin de continuer à lutter pour la Révolution d'Octobre.

La treizième année marquera une aggravation des contradictions. Le parti, privé de for-

ces et étranglé, peut être surpris à l'improviste. A la première grande difficulté qui se posera, les Bessedovsky de toute espèce lèveront la tête. L'appareil centriste montrera qu'il n'est qu'un appareil et rien de plus. Le noyau prolétarien aura besoin d'une direction. Il ne pourra la trouver que dans une gauche communiste trempée dans la lutte.

Nous arrivons à cette treizième année comme déportés, emprisonnés, exilés, mais nous y arrivons sans le moindre pessimisme.

Le principe de la dictature prolétarienne est solidement entré dans l'histoire. Il a montré la formidable puissance d'une jeune classe révolutionnaire dirigée par un parti qui sait ce qu'il veut et qui sait combiner sa volonté avec la marche de l'évolution objective.

Les douze années écoulées ont montré que la classe ouvrière d'un pays, même arriéré, non seulement peut se passer de banquiers, de propriétaires et de capitalistes mais qu'elle est capable de donner à l'industrie un développement beaucoup plus rapide que celui qu'elle a connu sous la domination des exploités.

Ces douze années ont montré qu'une économie centralisée d'après un plan, l'emporte de beaucoup sur l'anarchie capitaliste.

Toutes ces conquêtes, toutes ces leçons, tous ces exemples, restent inébranlablement fixés. Ils sont entrés pour toujours dans la conscience et dans la pratique de la classe ouvrière mondiale.

Nous ne nous repentons de rien et nous ne renonçons à rien. Nous vivons des idées et de l'état d'esprit qui nous animaient durant les journées d'Octobre 1917. A travers des difficultés temporaires, nous pouvons voir devant nous. Si marqués que soient les méandres du fleuve, le fleuve coule vers l'océan.

**L. Trotsky.**

Constantinople, 17 octobre 1929.

## Succès travaillistes

Bien que la politique du gouvernement travailliste ait créé un vif mécontentement parmi les ouvriers, le Labour Party vient d'enregistrer de nouveaux succès aux élections qui ont eu lieu le 1er novembre pour le renouvellement de tiers des conseillers municipaux dans la plupart des villes d'Angleterre et du Pays de Galles. Les travaillistes seuls gagnent des sièges, et beaucoup, tandis que les autres partis en perdent (conservateurs, libéraux, indépendants) les conservateurs étant les plus touchés.

Pendant longtemps, le Labour Party fit peu de progrès dans le domaine du socialisme municipal. Le caractère politique des élections municipales était d'ailleurs peu marqué et encore aujourd'hui, dans la plupart des petites villes, ces élections se déroulent sur un terrain apolitique. Mais depuis un certain nombre d'années, les travaillistes revendiquent leur place dans les conseils des grandes villes et des cités industrielles et ils ne cessent de remporter des succès. Pour les six dernières années, ces succès s'établissent ainsi :

1923 .....	69 gains
1924 .....	53 —
1925 .....	75 —
1926 .....	148 —
1927 .....	114 —
1928 .....	127 —

Peu à peu la majorité des conseils des districts ouvriers passe au Labour Party.

Une autre caractéristique des élections du 1er novembre réside dans le fait qu'elles confirment les dernières élections législatives et consolident ainsi les résultats obtenus par les travaillistes.

Les communistes avaient présenté des candidats à Birmingham, Coventry, Leeds, Manchester, Blackburn, Burnley, Sheffield ; à Merthyr Tydfil, dans le Pays de Galles. Ils n'ont recueilli partout qu'un très petit nombre de voix.

### IL FAUT LIRE

LA DEFENSE DE L'U.R.S.S.

ET L'OPPOSITION

par L. TROTSKY

1 broch. in-16, 64 pages — 3 francs

## A l'Est...

### Pilsudski et son sabre

Dans la Pologne nouvelle, Pilsudski est tsar. Il y a un décor démocratique, un président de la République, des ministres, des institutions parlementaires. Tout cela n'est que façade. Il n'y a de sérieux que la volonté — ou le bon plaisir — de Pilsudski. Celui-ci le rappelle de temps à autre à l'occasion, quand il lui plaît. La Diète étant de nouveau convoquée après de longues vacances supplémentaires qu'il lui avait octroyées, une bande de quatre-vingt-dix officiers de son entourage prit possession bruyamment du palais du parlement.

Le président de la Diète, un socialiste, Daszinski, refusa dans ces conditions, d'ouvrir la séance. Contre le maréchal, il veut défendre la dignité du Parlement.

Le « héros national » n'aime pas qu'on lui résiste et quand la résistance est le fait de ses anciens amis socialistes, il devient particulièrement furieux. C'est ainsi qu'il traita publiquement Daszinski d'imbécile. Il sait bien que les socialistes polonais sont inoffensifs et que leurs protestations ne vont jamais plus loin qu'un article dans le *Robotnik* ou un vain geste pour la défense de la dignité des institutions parlementaires. Mais même ces velléités d'opposition sont plus qu'il n'en peut supporter. Il a prolongé d'un mois les vacances parlementaires. C'est sa première riposte. Ira-t-il jusqu'à fermer définitivement la Diète ? C'est peu probable. En tout cas, cela ne changerait pas grand-chose à la situation présente.

La grande guerre du droit devint, selon Wilson, garantir le règne de la démocratie dans le monde. Or les Etats nouveaux qu'elle a créés ou ressuscités sont soumis à des régimes de dictature que l'Europe d'avant-guerre ignorait. Il y avait le tsarisme, mais il a été liquidé en Russie par les bolchéviks et si on le retrouve aujourd'hui, c'est dans les « libres démocraties wilsoniennes », telles que la Pologne et la Yougoslavie.

### Hugenberg et son plébiscite

Les journaux français ont été mauvais prophètes. Ils annonçaient chaque matin le « pitoyable échec » de Hugenberg et, finalement, ils ont dû enregistrer un succès des nationalistes. Ceux-ci ne l'emportent que de justesse, mais ils ont quand même réuni 4.130.000 voix, soit un peu plus du dixième des électeurs, chiffre nécessaire pour assurer le premier temps de leur opération.

Ce qui est sûr, c'est qu'ils resteront sur ce premier temps et seront incapables de rassembler la majorité absolue des électeurs contre le plan Young. Ils n'ont jamais pu avoir là-dessus d'illusion et, aussi bien, le fond de l'histoire ne réside pas dans le plan Young. Il s'agissait, pour les nationalistes allemands, de rassembler des forces éparses, divisées ; le sens profond de leur manœuvre présente était clairement indiquée dans la lettre que notre camarade Landau nous adressait de Berlin en septembre dernier et que nous avons publiée dans notre numéro du 4 octobre. Hugenberg se proposait de grouper les forces de réaction et d'enrayer la propagande d'excitation dangereuse des racistes qui aboutissait à des attentats terroristes. Le plan Young offrait une occasion excellente pour mener à bien cette opération.

Le localisme, la « réconciliation » européenne entre puissances impérialistes ne se développent pas sans à-coups. Les nationalismes, sous leur forme primitive, s'entretennent les uns les autres et au moment où les nationalistes allemands font une démonstration contre le plan Young, on assiste en France à un assaut contre Briand — l'homme de la paix ! — qui ne se maintient plus que difficilement au pouvoir.

Cela n'empêchera d'ailleurs point le plan Young de devenir réalité. Le nationalisme tapageur sert avant tout des intérêts intérieurs — ceux des magnats de l'industrie lourde et des fabricants d'armements. C'est seulement la classe ouvrière qui pourra sinon empêcher la mise en œuvre du plan Young, du moins en arrêter, un jour, l'application.

Nous reprendrons vendredi prochain la publication des articles que nous avons reçus, pour discussion, sur la question syndicale.

(1) Ici, un jeu de mots intraduisible. — N.d.A.

## Novembre 1917 : la presse française devant le bolchévisme

Au début de novembre 1917, la situation était particulièrement mauvaise pour les Alliés. Tandis que sur le front principal, la criminelle offensive de Nivelle faisait encore sentir ses effets, une puissante poussée austro-allemande bousculait dangereusement les forces italiennes.

En France, des difficultés intérieures aggravaient encore la situation générale. La première équipe ministérielle rassemblée autour de Briand-Viviani était usée et la bourgeoisie hésitait devant Clemenceau. Le ciel y était donc particulièrement sombre quand la Révolution d'Octobre éclata. Elle surgit telle une bombe. Les bolchéviques avaient toujours été considérés comme une petite bande d'extrémistes. On sermonnait Kérensky.

Pour tranquilliser l'opinion, les journaux étaient unanimes à affirmer que ça ne durerait pas, que ça ne pouvait pas durer. Ils appelaient les bolchéviques « maximalistes », sans doute par simple ignorance.

Ce sont les journaux du 9 qui annoncent le « coup d'Etat maximaliste ». Justement un nouvel ambassadeur, nommé par Kérensky, Maklakov, venait enfin d'arriver à Paris. Les journalistes se précipitèrent chez lui et le questionnèrent. Il ne manqua pas de les rassurer.

*Il faut, dit-il, prendre les choses au sérieux mais pas au tragique.*

*Il ne fait pour moi aucun doute que le mouvement sera enrayé par le premier régiment de cosaques qui interviendra ; car les maximalistes ne sont en force que dans le Soviet, et plus particulièrement dans le Soviet de Pétrograd.*

Tous les milieux politiques, toute l'opinion publique sont contre eux. Il est possible qu'aujourd'hui ou demain, au cas même où non seulement M. Kérensky, mais tous les membres du gouvernement seraient arrêtés, une autre organisation se forme immédiatement soit à Moscou, soit ailleurs, et ait toutes facilités d'arrêter entièrement le mouvement.

*Les maximalistes ont tenté un coup de force parce qu'ils ont senti que c'est leur dernière carte qu'ils jouent. Il est bon qu'elle soit jouée pour en finir avec eux.*

Quelques-uns essayaient de se consoler en disant : Kérensky était si mauvais ; les maximalistes ne pourront être pires. D'autres affirmaient que de l'exès du mal naîtrait le remède.

On faisait une grande consommation de lieux communs pendant la guerre.

Le vertueux Henry Bérenger, raffermissait ses coeurs, écrivant de sa salle de rédaction :

*Le spectacle de la Russie est là pour nous dégoûter des abus de la démagogie sans discipline. Restons inflexiblement les fortes démocraties en armes de l'Occident. Car c'est par les armes seulement que nous sauverons les libertés du monde.*

Mais qu'était ce « maximalisme » triomphant ? On en emprunta une définition au *Daily Mail* :

*Le maximalisme, ou bolchévisme, promet à ses partisans la propriété immédiate de la terre et des usines, et les invite à s'en emparer.*

*Les maximalistes comprennent dans leurs rangs quelques fanatiques qui croient sincèrement que la destruction du cadre social provoquera la naissance d'un véritable paradis terrestre ; des partisans de l'ancien régime désireux de détruire la révolution ; des agents allemands qui s'efforcent de faire tourner les événements à l'avantage de leur pays et un ramassis d'individus qui n'ont d'autre objectif que le pillage.*

*Jusqu'ici les maximalistes n'ont conquis à leurs doctrines qu'une proportion relativement petite du peuple russe. Mais ils ont pour eux la majorité de la population ouvrière des grandes villes et une partie des troupes de Pétrograd et de Moscou.*

Le lendemain, 10 novembre, les journaux annoncent avec satisfaction qu'une réaction se dessine déjà en province.

On se demande où est passé Kérensky, que tous rendent responsable de sa chute. « C'est la

faute de Kérensky ! » Tel est le refrain — et la maigre consolation — du jour.

Les nouvelles sont confuses et contradictoires, observe-t-on. Mais un fait est assuré : c'est que le coup d'Etat maximaliste a éclaté à un jour fixé d'avance et que l'Allemagne connaît.

Heureusement, la famine est là ! Et elle aura raison des Soviets. C'est Hervé qui exprime le plus cyniquement cette espérance :

*Il est certain, écrit-il, archi certain que le Soviet de Pétrograd pourra voter l'expropriation de toutes les terres au profit des paysans ; il pourra même voter l'expropriation de toutes les usines au profit des ouvriers, mais il n'est pas moins certain qu'il sera incapable de ravitailler Pétrograd au milieu du gâchis qui ne s'aggrave que la famine va menacer toutes les villes, et que tout cela finira par un sabre.*

Le 11 novembre, on a la certitude que « la résistance s'organise » et que « le gouvernement maximaliste continue à rester isolé ». On questionne les compétences, notamment M. de Chevilly, qui a été chargé d'une mission en Russie et qui affirme que :

*L'ordre reviendra vite, car les traditions d'obéissance, de discipline sont loin d'être abolies en Russie.*

*... Et si ce n'est pas Kérensky qui triomphe de Lénine, ce sera certainement la victoire de la Russie de l'ordre contre les leaders de l'internationalisme et de l'anarchie qui ne sauraient terroriser longtemps un pays de 180 millions d'habitants.*

Au Gaulois, on trouve qu'il n'y a pas lieu de s'alarmer :

*Que savons-nous, en réalité, de ce qui se passe en Russie ? Uniquement ce qu'il plaît aux maximalistes, maîtres du télegramme, de nous en dire... D'autres éléments s'agitent ; la contre-révolution est déjà au travail ; le bon sens reprendra ses droits. C'est inévitable.*

Mais à l'*Intransigeant* on est plus pratique, car on est inquiet ; on songe à faire la part du feu :

*Libre aux âmes faibles de s'abandonner en pleine tourmente. Mais rien ne fera croire aux gens solides que tout espoir est perdu, non pas de galvaniser la révolution russe pour une nouvelle offensive militaire, mais tout au moins de la maintenir dans un état de résistance que nous saurons acheter grâce aux ressources en vivres, en argent, en armes, que l'Entente est parfaitement en mesure de lui donner contre une promesse par elle de ne point signer de paix séparée.*

Le 12 novembre, la proposition de paix lancée par les Soviets est connue. Les journaux la mentionnent à peine ; c'est une invention « boche ». Et ils annoncent que « les troupes du gouvernement marchent sur Pétrograd » et que « Kérensky reviendra ». C'est une dépêche de Washington qui le dit :

*Le gouvernement vient de recevoir un télégramme de M. Francis, ambassadeur américain à Pétrograd, dans lequel ce diplomate exprime l'opinion que Kérensky reviendra et que la Russie se retrouvera elle-même.*

Fait plus grave : il semble certain que « les cheminots sont contre les extrémistes ».

Le 13 novembre, c'est un chant de triomphe au conditionnel : Kérensky triompherait.

Henry Bérenger, pressé, écrit déjà : « Pendant qu'à Pétrograd rentre Kérensky, débarque à Bordeaux la mission américaine du colonel House. »

Le 14, on est moins sûr. On enregistre les nouvelles sous la forme interrogative.

Mais le 15, c'est le triomphe complet et certain.

« Kérensky a triomphé. Il est avec Kornilov et Kalédine maître de la situation. »

C'est une dépêche envoyée de Londres au *New-York Herald* qui annonce ces nouvelles. Elle est ainsi conçue :

*Londres, 15 novembre. — Une dépêche reçue de l'ambassade russe à Stockholm par l'ambassade russe de Copenhague confirme que les*

*bolchéviques ont été battus près de Krasnoïé-Sélo, que Kérensky est maître de la capitale et que Lénine a été fait prisonnier.*

Quant à Kornilov, il s'est emparé du Kremlin de Moscou et Kalédine est maître de Kharkov.

Cette information avait suivi, comme on le voit, un singulier itinéraire. Mais on n'y regardait pas de si près et quelques-unes des nouvelles qu'elle contenait étaient des anticipations. Kérensky s'était en effet approché de Pétrograd, mais c'est lui qui avait été battu, et non les bolchéviques.

Mais le lendemain il faut se résoudre à noter que « la situation est de nouveau très obscurcie ». Puis, le 17, « que les extrémistes auraient toujours le pouvoir ». Désormais, l'espoir d'un prompt renversement des bolchéviques étant tombé, on n'accorde plus qu'une petite place aux nouvelles de Russie publiées sans commentaires sous le titre : « L'anarchie russe. »

Pourtant, au milieu de lamas de fausses nouvelles, une information vraie réussissait parfois à passer. C'est ainsi que le correspondant du *Daily Mail* à Pétrograd avait télégraphié, le 8 novembre un récit fidèle des événements et qui se terminait par cette vue juste : « Une grande expérience socialiste commence. »

Et l'*Humanité* que disait-elle ? Les mêmes sottises que les autres journaux. Voici son commentaire du 9 novembre, sous un grand titre sur trois colonnes : *Un coup d'Etat en Russie. Les maximalistes maîtres à Pétrograd. Kérensky a été déposé.*

Tandis que Kérensky est déposé, Lénine triomphe.

Et avec lui l'idée de la paix immédiate et toutes les surenchères qu'une masse ignorante accueillait sans discernement.

Ce triomphe sera-t-il de longue durée ? La vague maximaliste, maîtresse de la capitale, s'étendra-t-elle au reste de la Russie ? La démocratie travailliste, les socialistes clairvoyants qui ont lutté avec tant de passion contre le désordre et la lassitude, ne vont-ils pas, en face du péril présent, tendre toutes leurs énergies pour le salut de la Russie et l'avenir des idées qu'ils représentent ?

... Nous le saurons sans doute bientôt. D'excès même du mal le bien peut encore sortir, pourvu que ne soit pas éteinte la flamme révolutionnaire à la clarté de laquelle l'ancien régime fut anéanti.

On laissait le soin de ces commentaires à un simple rédacteur du journal. Renaudel écrivait bien chaque jour, mais il parlait uniquement des questions de politique intérieure. C'est seulement le 12 qu'il aborde le « coup d'Etat maximaliste » dans un article intitulé : « Faisons confiance » et dont voici l'essentiel :

*Les événements de Russie semblent prendre dès maintenant une tournure nouvelle. Kérensky, qui a pu éviter l'arrestation certainement projetée par les maximalistes, va sans doute pouvoir réunir autour de lui les éléments qui sont prêts à s'opposer au coup d'Etat des Trotsky et Lénine. Le coup d'Etat aura été le point culminant du maximalisme. Il est difficile d'imaginer que ses conséquences puissent être durables.*

La clairvoyance des socialistes d'union sacrée rejoignait celle de M. Jacques Bainville qui écrivait à la même date que « le coup de force des léninistes n'aura été qu'un incident passager ».

**LA VÉRITÉ**  
Hebdomadaire  
de l'Opposition communiste  
45, Boulevard de la Villette, Paris X<sup>e</sup>  
Abonnement : 6 mois 13 fr.  
1 an 25 fr.  
Chèque postal : P. Frank 136.855  
Paris.  
Adresser tout ce qui concerne l'administration à P. Frank.  
Tout ce qui concerne la rédaction,  
à A. Roemer.

**A propos de la grève  
des dockers de Nantes  
Qui est bien renseigné?**

Décidément l'Humanité et le bureau confédéral tiennent absolument à démontrer leur volonté de restreindre la portée du mouvement des dockers. Témoin l'Humanité du 1er novembre qui, par la plume de son correspondant de Nantes, consacre une colonne à faire le procès des dirigeants de la Fédération unitaire des ports et docks, dont parait-il « l'incapacité » est évidente. D'après ce correspondant, Engler et ses amis ont « installé » les dockers de Nantes dans la grève. Cette affirmation d'une légèreté inconcevable une fois faite, il veut bien reconnaître qu'on se heurte dans le conflit de Nantes à une résistance acharnée du patronat, lequel préfère subir d'énormes pertes matérielles plutôt que d'accepter les revendications des dockers.

Le reproche fait par le correspondant de l'Humanité aux dirigeants de la fédération des ports et docks, d'avoir « installé » les dockers de Nantes dans la grève, est une pure sottise. Depuis leur arrivée à Nantes, Engler et ses amis, ont eu pour préoccupation essentielle le désir très net d'aboutir. Se heurtant à des patrons de combat qui ont décidé de ne pas céder et qui sont appuyés par les pouvoirs publics qui mobilisent, pour protéger les jaunes, des centaines de policiers et de gendarmes, ils ont réussi par une tactique à la fois souple et hardie, par des pourparlers habilement menés et par la grève générale, à faire une brèche dans le camp patronal.

Quant au reproche de n'avoir pas suffisamment préparé la grève générale de 24 heures, il faut toute l' inexpérience du correspondant de l'Humanité pour le leur faire. Ils ont été « silencieux » ? Fallait-il qu'ils orientent sur les toits, un mois à l'avance, les intentions ouvrières, pour en avertir le patronat et lui permettre, à lui, de se préparer d'une manière tout à fait suffisante ?

D'après le correspondant de l'Humanité, on pourrait le croire ; par ailleurs, dans le même article, il avoue que le mouvement du 26 octobre a été un sérieux avertissement pour les pouvoirs publics. Nous croyons, en effet qu'une grève faite aussi bien par les 4.300 dockers de Dunkerque que par les 50 dockers de Porto-Vecchio est un sérieux avertissement ; mais il ne l'est pas seulement pour les pouvoirs publics, il devrait aussi faire réfléchir les gens qui, comme le correspondant de l'Humanité ont bien plus le souci de donner des gages à la direction du Parti que de raconter honnêtement les faits.

Gitton (Humanité du 3 novembre), indique la position du bureau confédéral dans le mouvement des dockers.

Il invite la Vérité à prendre des renseignements avant de donner une appréciation sur la tactique de la fédération des ports et docks. Que Gitton se tranquillise ! Nous avons puisé nos renseignements à bonne source et nous savons que le bureau confédéral a aidé la fédération des ports et docks, dans son mouvement, à la manière d'une certaine corde ! Les articles du correspondant de l'Humanité et de Gitton, attaques dirigées en pleine grève, contre Engler et ses amis, sont significatifs de l'état d'esprit du bureau confédéral. Peu importe l'intérêt ouvrier, l'intérêt des grévistes, il s'agit avant tout d'abattre les militants minoritaires. Les gens du Peuple s'en réjouissent, eux qui n'ont pas encore digéré le passage, dès le début de la grève, des dockers de Nantes, de la C.G.T. réformiste à la C.G.T.U.

Pour Gitton, il fallait à tout prix que la grève du 26 octobre soit de plus longue durée, mais les conditions pour un mouvement de longue durée existaient-elles ? Gitton serait bien en peine de le prouver. C'est justement parce qu'ils avaient des données certaines d'appréciation qu'Engler et ses amis ont voulu rester maîtres de leur mouvement et n'ont pas accepté d'aller à l'aventure.

On s'étonne de voir maintenant les militants rester insensibles aux conseils du bureau confédéral dont la « stratégie » est depuis longtemps une stratégie de défaites ? Mais quel poids peuvent avoir ces conseils à la suite de la collection d'échecs dont la journée du 1er août a été le récent et digne couronnement ? — G.

Le Gérant : P. FRANK.

**Imprimerie SFIC**  
10, cité Nys, Paris-XI (Métro: 73-2)

**A la 20<sup>e</sup> Union  
Conférence d'information  
Mais la discussion est interdite**

C'est au sujet du plan de travail adopté à la dernière séance de la Commission exécutive de la C.G.T.U. que la 20<sup>e</sup> Union avait organisé une conférence d'information. Dès l'ouverture de la séance, le bureau prend soin d'indiquer que seules les questions écrites seront acceptées, ce qui est la formule rituelle employée pour faire comprendre que la discussion n'est pas permise.

Gitton, porte-parole de la C.E. confédérale, rapporte sur la lutte contre la rationalisation et sur le programme revendicatif de la C.G.T.U. De son exposé retenons, en dehors des généralités usées jusqu'à la corde, que la C.E. confédérale estime, contrairement aux « réformistes » de la C.G.T.U., qu'il n'est plus possible de baser uniquement, comme par le passé, la lutte pour l'augmentation des salaires sur l'indice du coût de la vie. Il faut maintenant tenir compte du fait que la production s'étant par rapport à celle d'avant-guerre élevée de 134 p. cent, on doit exiger que la part sur la production réservée aux ouvriers soit augmentée en conséquence. Après une attaque contre ceux qui ont critiqué l'afflux des mois d'ordre qui finissent par noyer le mot d'ordre essentiel, Gitton déclare que l'habitude prise par les syndicats de réclamer des augmentations générales de salaires sans tenir compte des diverses catégories d'ouvriers est néfaste. Ce système avantage les ouvriers à hauts salaires au détriment de ceux à salaires réduits, alors que les syndicats doivent s'efforcer de rapprocher, d'unifier le plus possible les salaires.

Il constate avec inquiétude une désaffection des syndicats pour le travail sur la base de l'usine ; c'est l'occasion pour lui de se livrer à une diversion en rappelant que Boville, avec « son coup de barre à droite » et son « retranchement sur les positions anciennes » ne fait qu'exprimer ce courant dangereux. Gitton cite notamment le cas du syndicat des métaux qui néglige complètement le travail chez Citroën et celui des travailleurs municipaux qui oppose la force d'inertie lorsqu'on lui demande ce qu'il compte faire pour les journées des 7 et 11 novembre. Ces deux syndicats sont d'ailleurs majoritaires.

Pour remédier à cela il reprend les sempiternelles formules sur la nécessité de former des comités d'usine qui, d'après lui, doivent successivement se transformer en comités de lutte, puis en comités de grève. Mais ce n'est pas tout ; la création des comités de défense de l'Humanité permettra, dit-il, de toucher dans une large mesure, les masses. Nous sommes d'accord avec Gitton, que ce sont là « quelques formules », mais nous pensons qu'elles ne changeront guère la situation.

Il s'étonne de voir que la minorité n'a pas encore compris la relation existant entre la lutte pour l'augmentation des salaires et les dangers de guerre, car lorsqu'on réussit à imposer des augmentations de salaires au patronat, cela influe sur le prix de revient des produits, et en conséquence le patronat étant infériorisé dans la lutte pour la conquête des marchés et des débouchés, recourt à la guerre (1) ; d'où il s'ensuit logiquement qu'on doit se garder de demander des augmentations de salaires puisque cela nous conduit à la guerre. Ces « conceptions » sont bien singulières, venant de la part d'un secrétaire, même intérimaire, de la C.G.T.U.

Après lui, Liehon vient déclarer une fois de plus que le travail en ce qui concerne les assurances sociales n'est nullement avancé et que les syndicats montrent une fâcheuse tendance à s'en désintéresser.

Boullé rapporte sur la question financière, laquelle s'avère d'après lui, « déplorable ». Qu'on en juge : les fédérations doivent la bagatelle de 1.300.000 francs à la C.G.T.U. ; quant aux syndicats de la Seine, ils ne sont débiteurs que d'une soixantaine de mille francs envers la 20<sup>e</sup> Union. On ne voit comme palliatif à cette situation qu'une augmentation de 20 centimes de la cotisation ; l'augmentation semble se justifier mais il n'apparaît pas qu'elle résoudra définitivement les difficultés. Le seul remède réside dans l'augmentation des effectifs de la C.G.T.U. mais la politique de la direction confédérale, loin de les accroître, les réduit puisqu'elle a déjà à son actif la perte de 125.000 adhérents.

C'est sur cette note pessimiste que se termina la conférence d'information et elle donna la conclusion logique des grandes phrases de Gitton sur la nécessité de conquérir les « masses ». — G.

**Les Livres**

**H. LAGARDELLE. — Sud-Ouest. Une région française (Bibliothèque Valois).**

M. Lagardelle publie dans la Bibliothèque syndicaliste de Georges Valois une monographie intéressante sur la région toulousaine, le Sud-Ouest. L'exposition est un peu désordonnée, et très insuffisamment approfondie et systématisée, mais l'ensemble offre un tableau plein d'enseignements. M. Lagardelle n'est pas marxiste, et c'est un économiste tout à fait vulgaire. Dans son tableau de la situation du Sud-Ouest il fait totalement abstraction de l'évolution des éléments paysans et ouvriers, se bornant à en caractériser la situation par des données statistiques. Ce qui retient avant tout l'attention de M. Lagardelle, c'est la production et l'organisation de la production.

On sait que M. Lagardelle est un auteur de l'école de Georges Sorel, c'est-à-dire qu'il prône un mariage de Marx et de Proudhon qui trouve sa formule actuelle dans une sorte de syndicalisme étatiste, du genre des corporations fascistes. Il se préoccupe de substituer à la société capitaliste poussée par la recherche du profit, l'organisation des producteurs, la société du travail. Ainsi, il nous décrit la région toulousaine. C'est une région d'extrêmement petite propriété paysanne, techniquement retardataire, sans système de crédit, et dont la dénatalité ne cesse de croître ; les transports y sont mal organisés.

Cependant le développement de l'énergie hydro-électrique, grâce aux lacs et aux chutes d'eau des Pyrénées, la spécialisation dans les cultures, et la constitution de quelques coopératives de production pourraient beaucoup changer la face et le développement du Sud-Ouest. Il faut maintenant donner une structure administrative à ces nouvelles tendances économiques. Il faut donner de l'unité à la région, créer un centre d'administration, développer les coopératives et les syndicats, se préoccuper des transports et du crédit local. « La démocratie parlementaire, conclut M. Lagardelle, n'a connu que le citoyen, l'homme allégorique ; elle a ignoré le producteur, l'homme réel. Ce dernier prend sa revanche. Avec lui triomphera son expression la plus parfaite, le groupe social. « La profession organisée dans la région organisée », c'est le glas qui sonne du vieil Etat absolutiste, ne régnant que sur une poussière d'individus, préalablement dépouillés de leurs qualités sensibles... »

Notons en deux mots l'insuffisance du livre de Lagardelle, qui apporte d'ailleurs un matériel documentaire intéressant : c'est qu'il néglige complètement l'un des deux facteurs principaux du système capitaliste, le marché, l'écoulement des marchandises, le débouché. Il décrit le Sud-Ouest isolément du marché national et mondial. Il se borne à analyser sa structure économique, mais il n'en étudie pas toutes les conséquences dans l'évolution des classes de la région, puis de la France ; la consommation sur place ni l'exportation ne l'intéressent. Et s'il indique sommairement qu'une production agricole plus intense permettrait d'exporter, il oublie de montrer qu'exporter veut dire concurrencer, donc détruire l'équilibre de la société des producteurs « en régime capitaliste, en l'exposant à toutes les crises du marché mondial. — P. N.

**La Vérité**

est en vente le **VENDREDI MATIN**

**à Paris :**

Kiosques et librairies

**à Clilchy :**

Kiosque à l'angle des boulevards  
Victor-Hugo et Jean-Jaurès  
Librairie Gurtler, 117, Bd Jean-Jaurès

**à Bagnolet :**

Papeterie de la Poste,  
6, rue Raoul-Bérton